

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Tissage de filets de camouflage, Ujhorod, mars 2022. Photo: Anna Semeniuk

AZB 4001 Baile
Forum Civique Européen, 4001 Baile
Post CH AG

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Tout d'abord, un grand merci pour votre soutien au cours de ces dernières semaines. Aux côtés des villageois·es, les membres du FCE-Ukraine en Transcarpatie, la partie occidentale de l'Ukraine qui, au moment où j'écris ces lignes, n'a pas encore été attaquée, sont à pied d'œuvre jour et nuit. Iels sortent les gens de la zone dangereuse et leur offrent protection, nourriture, médicaments et soutien psychologique. Iels organisent la poursuite du voyage à l'étranger pour celles et ceux qui le souhaitent ou qui en ont besoin pour des raisons de santé. Chaque minute compte, personne ne sait comment les choses vont évoluer. Il s'agit avant tout de sauver des vies.

Je reviens tout juste de notre réunion du Forum Civique Européen, qui s'est tenue cette fois dans le sud-est de l'Autriche. Nos réflexions et discussions ont été marquées d'une part par la situation actuelle en Ukraine et les témoignages de celles et ceux qui sont venu·es de là-bas pour la rencontre, et d'autre part, par la participation de quatre jeunes femmes, actives depuis quelques années sur la route des Balkans avec les réfugié·es. La situation à la frontière entre la Bosnie et la Croatie reste très

problématique et brutale. Nos amies de quatre organisations différentes (voir encadré page suivante) s'occupent de l'aide matérielle, juridique, médicale et logistique. Nous prévoyons notamment d'organiser une rencontre entre les juristes qui s'engagent pour les réfugié·es dans différents pays. Car tant que l'agence Frontex sera étendue, financée et armée par tous les pays de l'Union européenne ainsi que par la Suisse, tant que la politique générale de nos gouvernements sera de défendre la forteresse Europe, il y aura encore beaucoup à faire aux frontières extérieures.

Mais la vague actuelle d'humanité, l'immense volonté d'aider les Ukrainien·nes qui se manifeste aujourd'hui, montre que l'accueil est possible, et que même dans des pays tels que la Pologne et la Hongrie, il y a de la place, des moyens et beaucoup de personnes solidaires. Ne serait-il pas possible d'élargir cet engagement à toutes les autres personnes qui fuient la dictature, la terreur et la faim? Ou bien le nouvel argument sera-t-il: «*Maintenant, à plus forte raison, nous n'avons plus de place*»?

En tout cas, nous continuerons à nous engager contre la discrimination et l'expulsion des «mauvais·es» migrant·es dont on ne veut pas.

Au moment où j'écris, je suis dans le train de Vienne à Zurich. La plupart des gens dans ce train sont des Ukrainien·nes et ont plusieurs jours de fuite derrière eux. Le train est bondé, les vacancier·es essaient de caser leurs skis et autres bagages; les gens qui viennent d'Ukraine ont peu de bagages et sont épuisés. Ce sont deux mondes qui se rencontrent et se parlent. Des enfants qui dorment, beaucoup de jeunes, des petits chiens sur les genoux de leurs maître·ses. Les réfugié·es se rendent en Allemagne ou en Suisse, racontent à leurs voisin·es leur fuite et les terribles événements qui se sont déroulés dans leur pays. Certain·es ont des connaissances ou de la famille ici, d'autres ne savent pas encore où iels seront logé·es. Pendant le voyage, des personnes proposent un hébergement.

Les voix venues de Russie qui, au péril de leur sécurité, s'opposent avec véhémence à cette guerre d'agression constituent également un espoir; il y a des hommes qui refusent de prendre les armes – eux aussi ont besoin de notre soutien! Dans tous les cas, nous pouvons faire quelque chose.

Constanze Warta
Rédactrice Archipel
19 mars 2022

Il n'y aura pas de paysage après la bataille¹

À propos de l'invasion de l'armée russe en Ukraine: Appel à mobilisation des zapatistes (Mexique) face à l'invasion de l'armée russe en Ukraine. À celles et ceux qui ont signé la Déclaration pour la Vie, à la Sexta nationale et internationale.

Compañer@s, frères et sœurs, nous vous faisons part de nos paroles et pensées sur ce qui se passe actuellement dans la géographie que l'on nomme Europe:

Premièrement

Il y a une force qui agresse: l'armée russe. Il y a en jeu des intérêts du grand capital, des deux côtés. Ceux qui souffrent maintenant des délires des uns et des calculs économiques sournois des autres, ce sont les peuples de Russie et d'Ukraine (et, peut-être bientôt, ceux d'autres géographies proches ou lointaines). En tant que Zapatistes, nous ne soutenons ni l'un ni l'autre des États, mais celles et ceux qui luttent pour la vie et contre le système.

Lors de l'invasion multinationale de l'Irak (2003), avec à sa tête l'armée nord-américaine, il y a eu des mobilisations contre cette guerre dans le monde entier. Aucune personne saine d'esprit ne pensait que s'opposer à l'invasion revenait à se ranger du côté de Sadam Hussein. Aujourd'hui, la situation est similaire, mais pas identique. Ni Zelensky, ni Poutine. Arrêtez la guerre.

Deuxièmement

Différents gouvernements se sont alignés d'un côté ou de l'autre, le faisant pour des motivations économiques. Il n'y a chez eux aucune préoccupation humaniste. Pour ces gouvernements et leurs «idéologues», il y a des interventions-invasions-destructions bonnes, et il y en a de mauvaises. Les bonnes sont celles que réalisent leurs alliés et les mauvaises celles qui sont perpétrées par leurs opposants. Les applaudissements à l'argument criminel de Poutine pour justifier l'invasion militaire de l'Ukraine se transformeront en lamentations quand, avec les mêmes mots, on justifiera l'invasion d'autres peuples dont les parcours n'auront pas l'agrément du grand capital. Ils envahiront d'autres géographies pour les sauver de la «tyrannie néo-nazie» ou pour mettre fin aux «narco-États» voisins. Ils répéteront alors les mêmes mots que Poutine: «Nous allons dénazifier» (ou son équivalent) et ils multiplieront les «raisonnements» de «danger pour leurs peuples». Et alors, comme nous disent nos compañeras en Russie: «Les bombes russes, les fusées, les balles volent vers les Ukrainien-nes sans leur demander leurs opinions politiques ou la langue qu'ils parlent», mais c'est la «nationalité» des unes et des autres qui changera.

Troisièmement

Le grand capital et ses gouvernements «d'Occident» se sont assis pour contempler – et même encourager – la façon dont la situation se détériorait. Puis, une fois l'invasion commencée, ils ont attendu de voir si l'Ukraine résistait, et ils ont ensuite calculé ce qu'ils pourraient gagner d'un résultat ou d'un autre.

Comme l'Ukraine résiste, alors ils ont effectivement commencé à allonger des factures «d'aide» qui seront remboursées plus tard. Poutine n'est pas le seul à être surpris de la résistance ukrainienne.

Ceux qui y gagnent dans cette guerre, ce sont les grands consortiums d'armements et le grand capital qui voient l'opportunité de conquérir, de détruire/reconstruire des territoires, c'est-à-dire, de créer de nouveaux marchés de marchandises et de consommateurs, de personnes.

Quatrièmement

Au lieu de nous tourner vers ce que diffusent les médias et les réseaux sociaux des deux camps respectifs – et que tous deux présentent comme des «actualités» –, ou sur les «analyses» dans la prolifération soudaine d'experts en géopolitique et de soupirants au Pacte de Varsovie et à l'OTAN, nous avons décidé de chercher et de demander à celles et ceux qui, comme nous, sont engagé·es dans la lutte pour la vie en Ukraine et en Russie. Après plusieurs tentatives, la Commission Sexta Zapatiste a réussi à entrer en contact avec nos proches en résistance et en rébellion dans les géographies qu'on appelle la Russie et l'Ukraine.

Cinquièmement

En résumé, nos proches, qui de plus brandissent le drapeau du «A» libertaire, restent fermes: en résistance celles et ceux qui se trouvent dans le Donbass, en Ukraine; et en rébellion celles et ceux qui cheminent et travaillent dans les rues et les champs de Russie. Il y a des personnes arrêtées et battues en Russie pour avoir protesté contre la guerre. Il y a des personnes assassinées en Ukraine par l'armée russe. Ce qui les unit entre elles, et elles à nous, c'est non seulement le NON à la guerre, mais aussi le refus de «s'aligner» avec des gouvernements qui oppriment leurs peuples. Au milieu de la confusion et du chaos qui règnent des deux côtés, iels restent fermes dans leurs convictions: leur lutte pour la liberté, leur refus des frontières et des États-nations, et des op-

Are You Syrius est une ONG basée en Croatie qui a débuté en 2015 comme une initiative citoyenne auto-organisée pour aider les réfugié·es. Aujourd'hui, AYS compte 200 bénévoles le long de la «route des Balkans» et seulement trois employé·es rémunéré·es.

Depuis 2015, AYS rend compte de ce qui se passe aux nombreuses zones frontalières et zones de transit dans le *AYS Daily News Digest*. <<https://medium.com/are-you-syrius>>.

Iels surveillent aussi systématiquement les violations des droits humains et ont cofondé le *Border Violence Monitoring Network*. À Zagreb, AYS gère un centre d'intégration où iels fournissent des conseils juridiques, des cours de langue, des vêtements, des articles d'hygiène et d'autres articles de première nécessité aux réfugié·es qui se trouvent en Croatie.

Pour leur travail juridique, les militant·e d'AYS ont été sévèrement criminalisé·es: iels sont confronté·es à des menaces de mort, des poursuites judiciaires, des menaces d'emprisonnement, des amendes records et même une tentative du ministère croate de l'Intérieur d'interdire leur travail en Croatie.

Border Violence Monitoring Network (BVMN), fondé en 2016, est un réseau indépendant d'organisations non gouvernementales et d'associations, principalement dans les Balkans et en Grèce, qui surveille les violations des droits humains aux frontières extérieures de l'Union européenne et est engagé pour mettre fin à la violence contre les réfugié·es.

BVMN publie des rapports mensuels sur les *pushbacks* sur la route grecque et celle des Balkans. Chaque rapport analyse en détail les *pushbacks* dans certaines zones géographiques, l'escalade de la violence et d'autres questions importantes. Tous les rapports sont librement accessibles et servent de base au travail de lobbying du réseau au niveau européen, où le BVMN participe à des rencontres avec des parlementaires européens afin de dénoncer les violations des droits humains aux frontières et de promouvoir une meilleure gestion des flux migratoires dans le plein respect des droits humains.

Blindspots a été lancé en 2020 à Leipzig par des organisateur/trices de festivals et est actif depuis septembre 2020 à Velika Kladusa (frontière Bosnie-Herzégovine/Croatie). Iels y effectuent des travaux de rénovation dans les bâtiments occupés par des réfugié·es: iels construisent des fenêtres, des portes, des poêles et se procurent du bois. Iels soutiennent uniquement les structures en dehors des camps officiels, organisent le ramassage des ordures, distribuent de l'eau et des repas et rédigent des témoignages sur les *pushbacks*.

ComPass 071 Sarajevo est une organisation humanitaire qui fournit des produits de première nécessité aux réfugié·es qui transitent par Sarajevo. Iels ont mis en place un *free-shop* pour les vêtements, une laverie et préparent des colis alimentaires. Tous les collaborateur/trices sont bénévoles.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Železna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

pressions respectives qui changent seulement de drapeau. Notre devoir est de les soutenir dans la mesure de nos capacités. Un mot, une image, une mélodie, une danse, un poing qui se lève, une étreinte – même provenant de géographies éloignées – sont aussi un soutien qui encouragera leurs cœurs.

Résister, c'est persister et perdurer. Soutenons nos proches dans leur résistance, c'est-à-dire dans leur lutte pour la vie. Nous le leur devons et nous le devons à nous-mêmes.

Sixièmement

Par conséquent, nous appelons la Sexta nationale et internationale, qui ne l'a pas encore fait, à manifester selon ses calendriers, ses géographies et à sa manière contre la guerre et en soutien aux Ukrainien·nes et aux Russes qui se battent dans leurs géographies pour un monde de liberté. De même, nous appelons à soutenir financièrement la résistance en Ukraine sur les comptes qui nous seront indiqués ultérieurement. De son côté, la Commission Sexta de l'EZLN est en train de faire ce qu'il convient,

en envoyant un peu d'aide à celles et ceux qui, en Russie et en Ukraine, luttent contre la guerre. Nous avons également pris contact avec nos proches de Slumil K'ajxemk'Op² pour créer un fonds économique commun de soutien à celles et ceux qui résistent en Ukraine.

Sans hésitation, nous crions et appelons à crier et à exiger: Armée russe, hors d'Ukraine.

Il faut arrêter la guerre maintenant. Si elle se poursuit et, comme on peut s'y attendre, si elle s'intensifie, alors peut-être qu'il n'y aura plus personne pour décrire le paysage après la bataille.

Depuis les montagnes du Sud-Est mexicain.

Sous-commandant Insurgé Moises.

SupGaleano.

Commission Sexta de l'EZLN.

Mars 2022

source: Enlace zapatista

1. télécharger le texte en brochure sur le site du Comité de Solidarité avec les peuples du Chiapas en Lutte: <<http://www.cspcl.ouvaton.org/>>

2. «terre insoumise» en tzeltal. Nom donné par les zapatistes au continent européen lors de leur débarquement en Europe, cinq cents ans après l'invasion du Mexique.

du monde, fuyant la guerre, les persécutions et des conditions de vie insupportables.

Contrairement à la rhétorique raciste de division et à la pratique raciste d'exclusion dans les décisions des États de l'UE, nous exigeons:

- L'accueil rapide et simple des personnes fuyant la guerre en Ukraine par la directive européenne sur l'afflux massif de réfugié·es doit être étendu immédiatement et de manière contraignante pour tous les États de l'UE à toutes les personnes fuyant la guerre en Ukraine – sans aucune distinction de nationalité, d'origine, de titre de séjour ou de couleur de peau.

- Tant qu'il n'y a pas d'extension obligatoire de la directive sur les afflux massifs à toutes les personnes fuyant la guerre en Ukraine au niveau de l'UE, les différents États membres doivent eux-mêmes appliquer la directive sur les afflux massifs de manière à ce qu'elle s'applique sans distinction à toutes les personnes fuyant l'Ukraine.

- Les personnes réfugiées qui ont étudié en Ukraine doivent être admises dans les établissements d'enseignement supérieur des pays où elles se sont réfugiées pour y poursuivre leurs études, indépendamment de leur nationalité et de leur origine.

- Un renoncement fondamental à la politique européenne des frontières fermées, au régime frontalier meurtrier et à l'externalisation des frontières européennes. Des voies de voyage sécurisées, des frontières ouvertes et un accueil pour toutes les migrant·es et les personnes en quête de protection!

La pratique solidaire contre les conséquences de la guerre en Ukraine doit également inclure:

Des mesures pratiques contre les conséquences graves et menaçantes de la guerre sur les personnes du Sud global. Des pays d'Afrique du Nord, ou encore des pays comme le Kenya ou le Cameroun, ont jusqu'à présent couvert une grande partie de leurs besoins en céréales avec des livraisons de blé en provenance d'Ukraine et de Russie. Leur approvisionnement alimentaire est désormais gravement menacé. Dans d'autres pays africains également, les répercussions de la guerre sur le marché mondial menacent la sécurité alimentaire. Nous devons éviter que la guerre en Europe ne plonge les populations des pays africains dans une crise alimentaire!

Nous saluons le fait que des personnes dans différents pays européens – en Pologne, en Allemagne, en France, en Autriche et ailleurs – apportent ces jours-ci une solidarité pratique à l'accueil et à la poursuite du voyage des personnes fuyant la guerre en Ukraine. Nous appelons à ce que cette solidarité pratique s'étende à toutes celles et ceux qui fuient et à ce que la politique de division raciste soit activement contrée!

Afrique Europe Interact

5 Mars 2022

MIGRATIONS

Déclaration d'Afrique-Europe-Interact

Pour l'accueil de toutes les personnes fuyant la guerre en Ukraine! Non à l'exclusion raciste!

Nous saluons le fait que les États de l'Union européenne ont activé la «directive sur les afflux massifs» le 3 mars 2022, ouvrant ainsi la voie à un accueil rapide et simple des personnes fuyant la guerre en Ukraine. Les personnes qui fuient la guerre obtiennent ainsi un statut de protection limité dans le temps, mais renouvelable sur décision des ministres de l'Intérieur, statut qu'elles ne sont pas obligées de justifier dans le cadre d'une procédure individuelle, contrairement aux demandes d'asile. La «directive sur les afflux massifs» garantit également des normes minimales pour les personnes fuyant la guerre, comme le droit de travailler, l'accès aux systèmes sociaux et l'accès à l'éducation. Parallèlement, nous protestons vivement contre le fait que cette mesure d'accueil rapide et simple ne s'applique pas sans distinction à toutes les personnes qui fuient la guerre en Ukraine, mais qu'elle soit à nouveau entachée d'exclusions racistes:

Selon la décision actuelle des États membres de l'UE, seul·es les citoyen·nes de l'Ukraine et les personnes qui bénéficiaient d'un statut de protection national ou international reconnu en Ukraine ont un droit contraignant à l'accueil dans les États membres de l'UE, conformément à la directive sur l'afflux massif.

En revanche, les autres citoyen·nes de «pays tiers» qui ont vécu en Ukraine pendant une période plus ou moins longue, comme les étudiant·es étranger·es, les travailleur·euses migrant·es ou les personnes ne bénéficiant pas du droit d'asile, sont exclu·es du droit d'admission obligatoire dans les pays de l'UE. Pour ces personnes, les différents pays de l'UE peuvent certes décider eux-mêmes de les ac-

cueillir conformément à la Directive sur l'afflux massif, mais ils peuvent aussi leur refuser l'admission.

Cette exclusion concerne entre autres un nombre considérable d'étudiant·es originaires de pays africains, notamment du Nigeria, d'Algérie, du Ghana, de la Guinée, du Cameroun ou de Côte d'Ivoire, qui étudiaient, entre autres, la médecine jusqu'à l'éclatement de la guerre en Ukraine. Cette exclusion a été précédée dès le début par un harcèlement raciste de la part des forces de sécurité ukrainiennes et polonaises, qui ont notamment empêché les personnes africaines de monter dans les trains avec d'autres réfugié·es ou d'entrer en Pologne. Dans la ville polonaise de Przemysl, de violentes attaques ont été menées par des gangs nazis contre des réfugié·es de guerre non-blancs. Ces derniers jours, des politicien·nes de différents pays de l'UE n'ont cessé de souligner dans leurs discours la différence entre les réfugié·es ukrainien·nes, qui feraient «*partie de la famille européenne*», et les milliers d'autres réfugié·es qui, depuis des années, ont pris le chemin de l'Europe en provenance de nombreuses régions

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johannis-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Appel de féministes russes à s'opposer à toutes les guerres

Des manifestations d'opposition à la guerre en Ukraine se poursuivent en Russie malgré les milliers d'arrestations qu'ont réalisées les forces de sécurité du pouvoir depuis son déclenchement. Parce qu'il nous paraît important de faire entendre des paroles de la société russe, nous publions à notre tour ci-dessous l'appel contre la guerre de féministes parties prenantes des mobilisations.

Le 24 février, vers 5h30 du matin, heure de Moscou, le président russe Vladimir Poutine a annoncé une «opération spéciale» sur le territoire de l'Ukraine visant à «dénazifier» et «démilitariser» cet État souverain. Cette opération était préparée de longue date. Depuis plusieurs mois, les troupes russes se rapprochaient de la frontière avec l'Ukraine. Dans le même temps, les dirigeants de notre pays ont nié toute possibilité d'attaque militaire. Maintenant, nous savons qu'il s'agissait d'un mensonge.

La Russie a déclaré la guerre à son voisin. Elle n'a pas laissé à l'Ukraine le droit à l'autodétermination ni l'espoir de mener une vie en paix. Nous déclarons – et ce n'est pas la première fois – que la guerre est menée depuis huit ans à l'initiative du gouvernement russe. La guerre dans le Donbass est une conséquence de l'annexion illégale de la Crimée. Nous pensons que la Russie et son président ne sont pas et n'ont jamais été préoccupés par le sort des habitant·es de Louhansk et de Donetsk, et que la reconnaissance des républiques, huit ans après leur proclamation n'a été qu'un prétexte pour envahir l'Ukraine sous couvert de libération.

En tant que citoyennes russes et féministes, nous condamnons cette guerre. Le féminisme, en tant que force politique, ne peut être du côté d'une guerre d'agression et d'une occupation militaire. Le mouvement féministe en Russie lutte en faveur des groupes vulnérables et pour le développement d'une société juste offrant l'égalité des chances et des perspectives, et dans laquelle il ne peut y avoir de place pour la violence et les conflits militaires.

La guerre est synonyme de violence, de pauvreté, de déplacements forcés, de vies brisées, d'insécurité et d'absence d'avenir. Elle est inconciliable avec les valeurs et les objectifs essentiels du mouvement féministe. La guerre exacerbe les inégalités de genre et fait reculer de nombreuses années les acquis en matière de droits humains. La guerre apporte avec elle, non seulement la violence des bombes et des balles, mais aussi la violence sexuelle: comme l'histoire le montre, pendant une guerre, le risque d'être violée est multiplié pour toutes les femmes. Pour ces raisons et bien d'autres, les féministes russes et celles qui partagent les valeurs féministes doivent prendre une position forte contre cette guerre déclenchée par les dirigeants de notre pays.

La guerre actuelle, comme le montrent les discours de V. Poutine, est également menée sous la bannière des «valeurs traditionnelles»

proclamées par les idéologues du gouvernement – des valeurs que la Russie, tel un missionnaire, aurait décidé de promouvoir dans le monde entier, en utilisant la violence contre celles et ceux qui refusent de les accepter ou qui ont d'autres opinions. Toute personne dotée d'esprit critique comprend bien que ces «valeurs traditionnelles» incluent l'inégalité de genre, l'exploitation des femmes et la répression d'État contre celles et ceux dont le mode de vie, l'identité et les agissements ne sont pas conformes aux normes patriarcales étroites. L'occupation d'un État voisin est justifiée par le désir de promouvoir ces normes si faussées et de poursuivre une «libération» démagogique; c'est une autre raison pour laquelle les féministes de toute la Russie doivent s'opposer à cette guerre de toutes leurs forces.

Aujourd'hui, les féministes sont l'une des rares forces politiques actives en Russie. Pendant longtemps, les autorités russes ne nous ont pas perçues comme un mouvement politique dangereux, et nous avons donc été temporairement moins touchées par la répression d'État que d'autres groupes politiques.

Un appel des militantes du groupe de la Huitième Initiative.

Le 5 mars 2022, la police et la police anti-émeute ont fait irruption dans les maisons de nos militantes, de celles d'autres mouvements féministes, et de quelques étrangers également. Une marche anti-guerre entièrement russe était prévue pour le 6 mars, y compris une colonne de femmes, que nous avions préparée ensemble.

Nous considérons que ce n'est absolument pas un hasard si les perquisitions et les arrestations ont frappé les militantes féministes précisément la veille de cette marche. Ils voulaient lancer une attaque préventive et ils ont réussi – le 6 mars, toutes les personnes qui ont participé à la marche se sont retrouvées sans notre aide ou notre coordination. Nous pensons que ces accusations absurdes et inventées de «canulars à la bombe» représentent une tentative de détruire complètement notre mouvement, de nous réduire au silence. Mais nous ne serons pas détruit·es et nous ne nous tairons pas non plus.

Nous sommes un mouvement populaire et horizontal. Peu importe à quel point les forces de sécurité voudraient «couper la tête» du Groupe de la Huitième Initiative, de la Résistance Féministe Anti-Guerre et de nos autres camarades, elles n'y parviendront pas. Nous n'avons pas de tête. Nous n'avons pas de chefs – c'est quelque chose qu'ils ne comprendront jamais. Et maintenant, nous allons rassembler toutes nos forces en un poing et continuer à travailler – pour nous, ce n'est pas un choix, mais un devoir.

Oui, la réalité a changé, les risques sont plus élevés que jamais, et le travail est plus difficile. Il est fort probable que nous ne vous appellerons pas DIRECTEMENT à descendre dans la rue – nous ne voulons pas que les militant·es soient mêl·es à de nouvelles affaires criminelles. La meilleure stratégie consiste peut-être à mener des actions de «guérilla» dispersées: continuez à distribuer des tracts, à diffuser des informations par tous les moyens possibles, et surtout, unissez-vous les un·es aux autres.

Dans l'en-tête de notre profil, il y a un lien vers une page avec nos tracts anti-guerre. Les rubans verts sont un symbole de paix et de protestation contre la guerre. Utilisez-les. De même, le mouvement russe anti-guerre a un drapeau blanc-bleu-blanc. Le symbolisme est très important pour la protestation, c'est l'un de ses piliers. Nous poursuivons notre combat et nous vous invitons à ne pas désespérer et à ne pas abandonner – mais en même temps, soyez extrêmement prudent·es. L'essentiel est que nous sommes des millions, et que le bon sens, la conscience et la vérité sont de notre côté. Merci pour tout ce que vous faites et pour continuer à lutter pour la paix avec nous.

Contact: <https://www.instagram.com/femspb/>



Des fémi

Lettre d'Ukraine

Depuis le 25 février, des membres du Forum Civique Européen se rendent dans les coopératives Longo maï de Nijné Selichtché en Transcarpatie (Ukraine occidentale) et en Roumanie (Hosman, près de Sibiu) afin d'apporter leur aide dans cette situation difficile. Presque chaque jour, nous recevons un rapport plus ou moins personnel sur la situation actuelle¹ sur place. Voici l'une de ces lettres, en date du 17 mars:

Chers amis·e, voici quelques lignes de ma part depuis Nijné Selichtché.

Deux semaines se sont écoulées depuis notre arrivée ici. Le temps d'avant est déjà une éternité pour moi. J'ai besoin de toute mon attention en permanence pour reconnaître la réalité de cette situation. J'ai tout simplement du mal à croire que cette guerre se déroule réellement ici, avec toutes ses horreurs.

Les deux maisons de Longo maï sont pleines à craquer de réfugié·es et de soutiens. Un mélange digne d'un film. Des gens qui font habituellement de la musique jazz ou tournent des films sont maintenant assis ici à la lisière de la forêt, doivent regarder de loin les photos de leurs maisons détruites, reçoivent des nouvelles d'amis·es de villes bombardées quotidiennement et doivent malgré tout gérer le quotidien avec leurs enfants. (...)

Des livraisons de matériel arrivent régulièrement de Roumanie, que nous acheminons le plus souvent à Khoust, dans un entrepôt. De là, elles sont transportées dans des minibus en direction de Kyiv ou de Kharkiv, qui ramènent ensuite les gens sur le chemin du retour. Il y a quelques bases dans l'ouest de l'Ukraine où les personnes évacuées sont ravitaillées avant d'arriver à Nijné Selichtché. Les distances sont grandes et les voyages durent trois fois plus longtemps que chez nous. De plus en plus d'endroits qui étaient sûrs hier ne le sont plus aujourd'hui. Les médicaments vont en partie à l'hôpital de Khoust et en partie aussi dans l'est du pays, jusqu'à Louhansk, tant qu'il est encore temps.

De plus en plus de réfugié·es arrivent à Nijné et les hébergements seront bientôt insuffisants. Beaucoup veulent continuer vers l'Ouest après quelques jours. Mais d'autres n'ont aucun projet, n'ont jamais été à l'étranger, ne parlent pas d'autres langues ou n'ont pas de papiers en règles. Dans le restaurant du village, 100 repas sont actuellement préparés pour elles et eux deux fois par jour. Les visages des convives expriment la fatigue, le désarroi et le désespoir; des personnes qui ont été complètement déstabilisées.

Les femmes qui se sont réfugiées ici avec un groupe de 40 orphelin·es ont décidé, après de longues hésitations, de poursuivre leur route vers la Pologne. De toute façon, il semble que la Transcarpatie ne sera plus pour longtemps une région sûre.

De grandes affiches «*Tanks russes, allez vous faire foutre*»² apparaissent sur les routes, des piles de sacs de sable se forment aux carrefours et sur les ponts, des militaires en tenue de combat se tiennent près des transformateurs. Depuis hier, un camion surbaissé rempli de barrages antichars produits localement est stationné au rond-point de Khoust. Grâce à ma carte SIM ukrainienne, je reçois

les consignes de comportement à tenir en cas d'alerte aérienne et effectivement, la nuit dernière, la première alerte aérienne par téléphone portable a eu lieu dans la région. Des explosions ont eu lieu à Ivano-Frankivsk et 35 personnes ont été tuées à la périphérie de Lviv lors d'une attaque aérienne sur un site militaire.

Hier soir, nous avons pris deux bus pour aller chercher des gens à Moukatchevo et les emmener à Nijné. Des femmes et des enfants avec quelques couvertures, des peluches et un petit chat.

Évacué·es de Louhansk, en route depuis une semaine, fatigué·es, épuisé·es. Pour l'instant, iels sont logé·es dans l'école du village.

Chaque matin, nous organisons une réunion de concertation entre tous ceux et celles qui sont ici en mission. Cela fonctionne plutôt bien, même si beaucoup de choses doivent être décidées de manière relativement spontanée. Les circonstances changent tous les jours et nous devons donc réagir avec flexibilité.

Cela vaut également pour toutes les personnes qui souhaitent encore venir nous aider ici. Faire la cuisine, transporter les gens, être au téléphone et devant l'ordinateur, décharger les livraisons d'aide, faire des travaux d'électricité, orienter les personnes nouvellement arrivées, tout est demandé à tour de rôle.

Je suis moi-même très fatigué et cela m'affecte beaucoup sur le plan émotionnel – plus que je ne l'avais imaginé.

Chaleureusement, Mathias

Et pour conclure, un petit extrait d'un autre des rapports reçus, celui-ci datant du 10 mars:

Discussions nocturnes et pour l'après-guerre

Le passage de nos ami·es roumain·es de Roşia Montană³ nous a donné un petit avant-goût des discussions qui devront sans aucun doute avoir lieu entre nous et dans la gauche internationale en général. Comment se positionne la gauche ukrainienne dans ce conflit? Que veut dire pacifisme dans notre situation? Pourquoi un très grand nombre de nos ami·es anarchistes ont-iels rejoint l'armée et les unités de défense territoriale? Quelle différence entre l'impérialisme russe et américain? Est-ce qu'il est légitime de comparer l'agression russe en Ukraine à celle des USA en Irak (voire le texte des Zapatistes du Chiapas)...? Qu'il serait beau, prochainement, d'avoir l'occasion et le temps pour des discussions pacifiques.

1. Vous pouvez retrouver ces rapports sur le site de Radio Zinzine: <radiozinzine.org>.

2. En référence à ce qu'ont répondu les soldats ukrainiens stationnés sur la petite île des Serpents (Zmiinyi) aux sommations d'un navire de guerre.

3. Plus grande mine d'or à ciel ouvert en Europe. Ce projet en Roumanie a suscité une opposition farouche que nous avons évoquée à plusieurs reprises dans Archipel.



inistes s'opposent, dans la rue, à la guerre de Poutine. Photo publiée dans lundi.am

également les féministes du monde entier à se joindre à notre résistance. Nous sommes nombreuses, et ensemble nous pouvons faire beaucoup: au cours des dix dernières années, le mouvement féministe a acquis un énorme pouvoir médiatique et culturel. Il est temps de le transformer en pouvoir politique. Nous sommes l'opposition à la guerre, au patriarcat, à l'autoritarisme et au militarisme. Nous sommes l'avenir qui prévaudra.

Nous appelons les féministes du monde entier

- À rejoindre des manifestations pacifiques et à lancer des campagnes de terrain et en ligne contre la guerre en Ukraine et la dictature de V. Poutine, en organisant vos propres actions. N'hésitez pas à utiliser le symbole du mouvement de Résistance féministe antiguerre dans vos documents et publications, ainsi que les hashtags #FeministAntiWarResistance et #FeministsAgainstWar.

- À propager les informations sur la guerre en Ukraine et l'agression de V. Poutine. Nous avons besoin que le monde entier soutienne l'Ukraine en ce moment et refuse d'aider le régime de Poutine de quelque manière que ce soit.

- À partager ce manifeste autour de vous. Il est nécessaire de montrer que les féministes sont contre cette guerre – et tout type de guerre. Il est également essentiel de montrer qu'il existe encore des militantes russes prêtes à s'unir pour s'opposer au régime de V. Poutine. Nous risquons toutes d'être victimes de la répression d'État désormais et nous avons besoin de votre soutien.

Source:

Canal télégramme:

<https://t.me/femagainstwar>

El Pueblo, unido, jamás será vencido!

Après plus de deux années de fortes mobilisations à la suite des soulèvements du peuple chilien en 2019, le nouveau président du Chili, Gabriel Boric, est porteur d'un projet d'espoir qui aura pour première mission d'accompagner le processus de nouvelle constitution et mettre fin à plus de 40 ans d'un système social destructeur. Le néolibéralisme sera-t-il enterré au pays où il est né?

L'investiture du nouveau président chilien, le 11 mars dernier, a toutes les allures d'une fin de cycle politique, ou plutôt du changement radical d'une nouvelle génération politique qui aura réussi à converger sur le fil d'un processus d'articulation entre différents mouvements sociaux, allant des revendications du mouvement féministe à la fin de la financiarisation de l'éducation exigée par les étudiant·es, du système indigne des fonds de pension qui touche les retraites et le système de santé, à la résistance et la reconnaissance du peuple mapuche, des différentes luttes en lien avec les crises environnementales et notamment celle de l'eau, à la reconnaissance des diversités sexuelles. Les luttes «à partir d'en bas» ont pris le devant de la scène.

En installant à la tête du pays Gabriel Boric qui, à 36 ans, devient le plus jeune président de l'histoire du Chili et surtout, celui ayant reçu le plus de voix lors d'une élection présidentielle, le «*Chili s'est réveillé*» (*Chile despertó*) pour remplir la rue de dignité et promouvoir l'idée qu'après le passage aux urnes, «*le peuple sera le gouvernement*».

En cette journée historique d'investiture, aux portes du palais de la *Moneda*, là où 50 ans auparavant la junte de Pinochet bombardait le palais présidentiel, sonnait le glas du projet inédit de gouvernement de gauche de l'Unité Populaire, Boric, sortant de tout protocole, se dirige vers la statue de Salvador Allende pour lui rendre hommage. A travers ce geste, il se situe dans la continuité d'un long cheminement de figures de la gauche du pays, qui depuis plus d'un siècle portent les espoirs et les peines, souvent violentes, des différents mouvements sociaux et de transformations de la société chilienne. Depuis le balcon présidentiel, il clôture son premier discours en reprenant les derniers mots d'Allende¹: «*Allez de l'avant sachant que bientôt s'ouvriront de grandes avenues (plantées de peupliers) où passera l'homme libre pour construire une société meilleure.*»

Le triomphe de Boric est avant tout le triomphe «*du peuple et des peuples du Chili*», un nouveau gouvernement qui se veut éco-féministe (14 des 24 ministres de son gouvernement sont des femmes), plurinationnel et décidément résolu à remettre la justice sociale et la dignité dans l'espace commun, et sortir du néolibéralisme dont le pays aura été le laboratoire depuis plus de 40 ans, en accompagnant le cheminement de processus d'écriture d'une nouvelle constitution initiée en juillet dernier.

Cette victoire est probablement l'un des événements majeurs de la gauche latino-américaine de ces dernières années, tant par l'espoir suscité qu'inspire ce nouveau cycle politique, que par sa volonté d'afficher les bases d'une nouvelle façon de créer des liens entre les mouvements sociaux et l'État, et ainsi

d'installer dans la durée ce mouvement de participation sociale inédit.

Élu en décembre dernier lors d'un scrutin au résultat plus qu'incertain, l'arrivée de Boric à la *Moneda* tient bien plus d'un laboratoire social en ébullition que d'une stratégie politique partisane et institutionnelle. A la tête d'une coalition réunissant divers partis et mouvements de gauche, le *Frente Amplio* (Front Ample), Boric sortira gagnant d'une primaire avec le Parti Communiste, le Parti Humaniste et d'autres mouvements issus des luttes sociales. *Apruebo Dignidad* («*J'aprouve la dignité*») devient la nouvelle unité de la gauche chilienne. Une première depuis Salvador Allende.

Le processus actuel est indissociable des différents mouvements sociaux des 10 dernières années au Chili. Boric en sait quelque chose. Président de la Fédération des étudiants de l'Université du Chili (FECH) en 2012, le jeune leader étudiant se trouve en première ligne pour exhorter le président Piñera (lors de son premier mandat) à mettre fin à la LOCE, la Loi organique constitutionnelle de l'enseignement inscrite dans la constitution par Pinochet qui installe une conception de l'éducation – et de toute la société – où la privatisation et la financiarisation sont les meilleurs outils qui permettent de réguler «*cette marchandise*» que sont les biens communs d'un pays. La génération de Boric n'a pas grandi sous la dictature mais a largement hérité d'une conception de société destructrice, où les valeurs du «*chacun pour soi*» et de la compétitivité du dialogue social auront un impact dans tous les secteurs du pays.

La convergence des luttes se met en place. Le mouvement «*No más AFPs*», qui par exemple conteste le système de retraite basé sur la capitalisation individuelle, et l'un des piliers de la légitimité du «*modèle chilien*» néolibéral, s'avère surtout être le principal déclencheur de pauvreté dans le pays.

Les mobilisations d'habitants de «*zones sacrifiées*» ont mis en évidence les limites environnementales de l'extractivisme chilien. Comme l'évoque Manuela Royo², l'une des avocates du MODATIMA, mouvement de lutte et de défense de l'environnement au Chili et notamment du droit à l'eau, «*le modèle de développement d'aujourd'hui a engendré un désastre écologique et une forte inégalité sociale. Je pense que c'est très significatif et que nous devons comprendre que les problèmes environnementaux ne sont pas séparés des environnements sociaux. Aujourd'hui au Chili, l'eau est perçue comme un bien privé, il y a tout un marché économique lié à cette privatisation de l'eau. Souvent, celles et ceux qui détiennent ces droits sur l'eau sont les personnes en position de pouvoir. Le combat pour l'eau au Chili est donc un*

combat très paradigmatique, que l'eau soit quelque chose d'aussi nécessaire et essentiel à la vie et qu'elle soit entre les mains de particulier·es, c'est profondément violent.».

Solidarité avec les mapuches

En novembre 2018, l'assassinat de Camilo Catrillanca dans le Wallmapu (territoire du peuple mapuche, dans le sud du Chili) par les membres du GOPE, les forces spéciales de la police chilienne aux pratiques héritées de la dictature, indignent le pays déclenchant un élan inédit de manifestations et de solidarité vis-à-vis du peuple mapuche. Camilo Catrillanca, jeune agriculteur de 24 ans, fils et petit-fils de *lonco* («*chef*») d'une communauté mapuche, est tué en tentant de protéger un enfant sur un tracteur. Un meurtre recouvert d'un montage indécent impliquant la politique raciste du gouvernement de Sebastián Piñera qui ne cache pas son engagement en faveur des intérêts économiques qui affluent dans un territoire riche en ressources naturelles. Les revendications du peuple mapuche pour son autonomie et ses droits ne datent pas de ce gouvernement. Depuis son indépendance au 19^e siècle, l'État chilien n'a cessé d'usurper les terres ancestrales mapuches, voulant imposer une conception de développement utilitariste des ressources du territoire et d'une remise en question de la culture et des droits du peuple mapuche. Depuis le meurtre de Camilo Catrillanca et, par la suite, de multiples cas emblématiques de lutte mapuche contre de grands projets qui menacent l'environnement, la société chilienne, en particulier les jeunes, voit en la revendication du peuple mapuche une nouvelle voie à suivre vers une conception multiculturelle et multinationale du Chili. Comme l'indique Manuela Royo, qui est également avocate de plusieurs leaders sociaux mapuches et chercheuse, à travers une démarche anthropologique, d'une nouvelle conception juridique mêlant droit de la nature et vision des cultures autochtones du Chili, «*nous avons commencé à débattre, réfléchir et mettre en lumière la façon dont le peuple mapuche et les peuples autochtones en général conçoivent le territoire et la nature. Aujourd'hui, il y a un courant de pensée anthropocentré, la croissance et le développement y sont illimités, la nature est considérée comme au service de l'être humain. Les peuples autochtones ont su depuis longtemps protéger l'environnement et remettre en question les façons de se connecter avec la nature et avec l'eau. Nous pensons qu'il existe d'autres paradigmes dans notre relation à l'environnement et je pense que, essentiellement, les peuples autochtones sont les gardiens de la nature. Fort de ce constat, il y a plusieurs façons de se connecter, de façon spirituelle, mais aussi de façon matérielle, en termes de souveraineté alimentaire, de protection des semences ou d'autres formes de production qui sont à une échelle beaucoup plus humaine que les agro-exportations ou les monocultures forestières.*»

Le mouvement féministe

La manifestation du 8 mars 2019, avec une ampleur sans précédent dans tout le pays, marque l'irruption du mouvement féministe en introduisant une remise en cause historique du modèle patriarcal dans le pays et, surtout, en mettant en place comme jamais une au-

tonomisation politique des femmes dans la représentativité, qui sera d'autant plus décisive pour faire pencher la balance électorale contre le candidat d'extrême droite, Antonio Kast, lors du second tour de la présidentielle. Le mouvement féministe au Chili a mis en évidence une crise comprise comme une rupture et un «moment de vérité» dans la société chilienne. Une perspective féministe transversale fera clairement partie du gouvernement de Boric, non seulement dans les espaces désignés pour les questions de genre, mais dans toutes les dimensions de l'action de l'État.

Estallido social «Ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans»

La société chilienne est en ébullition en ce printemps austral 2019. Le matin du 19 octobre 2019, lorsqu'une poignée de lycéennes et de lycéens sautent les tourniquets du métro de Santiago en réponse à la hausse du ticket de métro de 30 pesos (30 centimes d'€) imposée quelques jours auparavant, personne encore n'imagine l'ampleur du ras-le-bol commun qui prendra de court toute une classe politique, atone et paralysée de voir le pays «exploser» (estallido social). Comment en est-on arrivé là? Comment le «jaguar d'Amérique» se retrouve-t-il ainsi dans la tourmente d'une revendication aussi puissante et transversale dans la majeure partie des couches sociales du pays. Du jamais vu dans l'histoire du Chili, la cause est celle de tout un pays et mieux encore, toutes les générations se retrouvent dans un même sentiment. L'aveuglement des classes dirigeantes du Chili est à la hauteur de l'indifférence structurelle du Chili, où 1 % de la population détient 26 % des richesses du pays.

Le Chili «s'est réveillé» (Chile despertó!). Les colères convergent, les villes et les rues du pays se transforment en espaces de résistance, d'échange, de partage et de discussions. Les différentes générations se retrouvent dans la rue pour exprimer leur soutien à ce ras-le-bol commun. Du Nord au Sud, de la Cordillère à l'océan Pacifique, étudiant·es, actif·ves, retraité·es, représentant·es des peuples autochtones, syndicats et mouvements sociaux, c'est tout un pays qui ressent le besoin d'exprimer

une colère commune, un besoin de dignité. Un chant d'union, el derecho de vivir en paz (le droit de vivre en paix), chanson de Victor Jara³, devient l'hymne d'un sentiment commun. La répression de la police sera féroce. On comptera une trentaine de morts, des milliers de blessé·es, dont 359 avec des traumatismes oculaires – plusieurs ont perdu la vue.

Le principal effet politique de cette explosion a été de créer les conditions d'un changement constitutionnel. La Constitution faite par le régime de Pinochet limitait la volonté populaire et rendait impossible tout changement structurel du pays. Enclenchée en juillet dernier, la Convention constitutionnelle doit pouvoir mettre fin à la Constitution de 1980 mise en place durant la dictature de Pinochet (1973-1990) et faire sortir le pays du néolibéralisme installé dans les années 1970 par la junte militaire de Pinochet avec l'appui des nouvelles théories développées par Milton Friedman et ses Chicago Boys⁴ qui se traduit par une réduction violente et en un court laps de temps des investissements du service public, et de la quantité d'emplois publics, par l'élimination de tout type de politiques sociales et par l'augmentation des taxes à la consommation. Le pays qui a vu naître le néolibéralisme en sera-t-il également son tombeau?

Renace (renaître)

Depuis le mois de juillet 2021, une Convention Constitutionnelle (C.C.) a inauguré le processus de réécriture de la Constitution chilienne. 155 représentant·es de la C.C. ont été élu·es au suffrage universel. Deux aspects majeurs ont été vivement salués: une représentativité paritaire stricte de femmes et d'hommes (c'est la première assemblée constituante au monde qui présente cette caractéristique) et 17 sièges ont été réservés aux peuples autochtones. Aussi, non moins importants, le bloc majoritaire est non partisan et en grande partie issu des mouvements sociaux et des revendications populaires de l'*Estallido social*.

Elisa Loncon, représentante du peuple mapuche et première présidente de la C.C., affirme que les peuples autochtones ont aussi beaucoup à dire sur leur expérience dans la lutte pour la défense de l'environnement et de leurs territoires: «Les sièges réservés

aux peuples autochtones, en accord avec les différents secteurs politiques présents dans la Convention constitutionnelle, ont installé le concept de Plurinational dans le projet de nouvelle Constitution. Au-delà des droits contenus dans les traités internationaux et autour desquels s'est articulée la discussion des normes, les peuples ont incorporé leurs paradigmes et leur pensée originelle, d'ailleurs très différente de celle de la culture européenne, occidentale, dans le débat constitutionnel.»⁵

Cette nouvelle Constitution cherchera également à installer les nouvelles bases d'un dialogue régional pour donner plus de participation (voire d'autonomie) aux différents territoires du pays, pour faire face à la crise climatique (ce sera la première constitution au monde à prendre en compte l'urgence climatique actuelle) et afin de diminuer le poids d'un centralisme intégré depuis l'indépendance du pays ou encore sous la dictature de Pinochet.

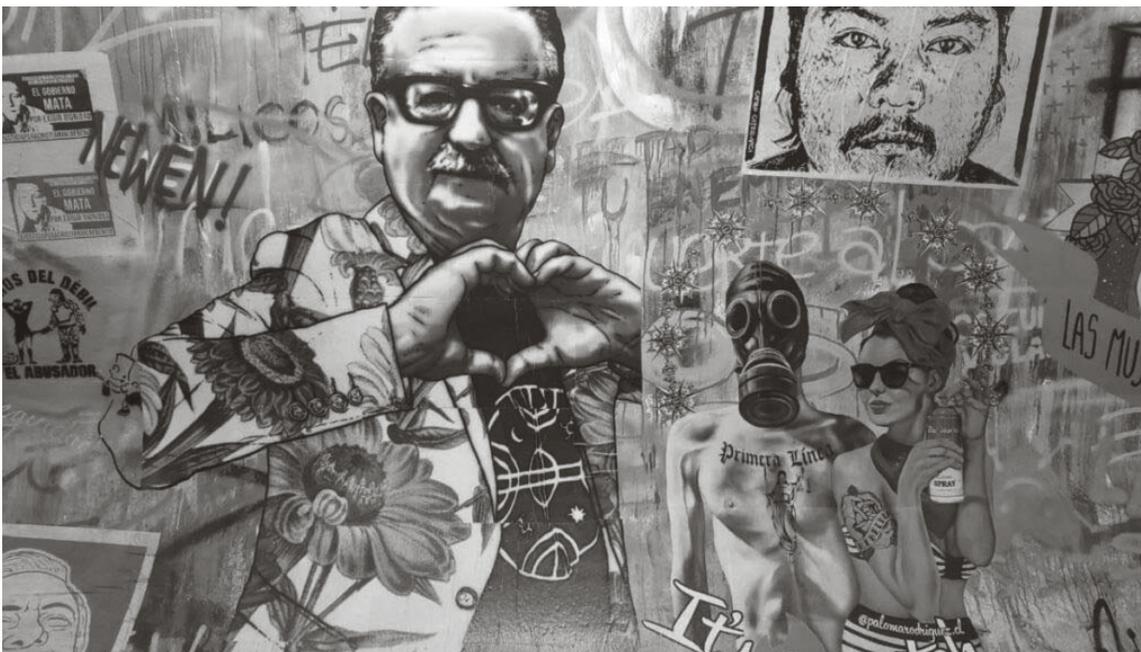
Le succès du programme de Boric dépendra de plusieurs facteurs. Le Chili a été fortement secoué par la pandémie et les crises sociales qui ont suivi; il devra augmenter les impôts des plus riches et des grandes entreprises pour financer des réformes indispensables dans la santé, l'éducation, les régimes de retraite, l'augmentation du salaire minimum, la mise en place de politiques écologiques plus radicales, ainsi que l'autonomisation des femmes et des nouvelles gouvernances régionales. Pour cela, il devra négocier avec un parlement en grande partie tenu par l'opposition. Tout accord conclu nécessitera de nombreux mois de législation, de compromis et de pression de la rue. Mais le principal défi du nouveau gouvernement sera de pouvoir mener jusqu'au bout le processus constitutionnel, à contrario avec une majorité plus encline aux réformes structurelles et de transformation sociale du pays.

Les symboles forts et l'énergie débordante d'une jeunesse politisée, participative et désireuse de changement sont bien là et c'est surtout elle qui a porté Boric à la tête du pays. Une nouvelle page de l'histoire du Chili et de la région est en train de s'écrire. A la fin de la dictature, l'alliance politique, la Concertation, criait haut et fort que *L'alegría ya viene* (La joie arrive), aujourd'hui on dit tout simplement et de façon plus convaincue, réaliste et en lien avec les peuples du Chili: *Seguimos!* (On continue).

Diego Olivares*

* Franco-chilien, communicateur social, membre du comité éditorial *Francochileno.com*, fils de réfugié·es politique, il participe à l'Assemblée solidaire avec le peuple chilien depuis Paris.

1. <https://www.youtube.com/watch?v=jZNPn5X-y0>
2. <https://www.france-libertes.org/fr/manuela-royo-avocate-chilienne-30-ans-dapprofondissement-du-neoliberalisme-dextractivisme-et-du-non-respect-de-la-nature/>
3. <https://www.youtube.com/watch?v=XkXise2bHE0>
4. <https://journals.openedition.org/developpementdurable/7553>
5. <https://www.elmostrador.cl/destacado/2022/03/08/el-buen-vivir-un-paradigma-para-la-vida-el-equilibrio-entre-los-pueblos-y-la-madre-tierra/>



Graffiti représentant Salvador Allende, Chili

Nucléaire et élections

Il faut espérer pour la France qu'il n'y aura plus de vague de froid extrême comme en 2018, lorsque des températures négatives ont été mesurées pendant plusieurs jours à la mi-mars, même à la mi-journée. Dans le cas contraire, l'approvisionnement énergétique à l'ouest du Rhin pourrait être temporairement serré, surtout si l'approvisionnement en gaz se raréfie ou devient plus cher suite à la guerre d'agression russe en Ukraine – le voisin du sud, l'Algérie, a toutefois proposé ce week-end de prendre le relais en cas de coupures.

Normalement, si l'on suit la doctrine officielle, la France ne devrait pas avoir de problèmes dans ce genre de cas, puisque l'énorme parc nucléaire du pays assure officiellement son «indépendance énergétique», du moins si l'on ne tient pas compte de l'origine de l'uranium. «*Nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées*», disait une campagne d'information officielle du gouvernement au milieu des années 1970, suite au premier choc pétrolier de l'époque.

Du côté du gouvernement, on aimerait bien que cela continue comme ça. Le président de la République Emmanuel Macron souhaiterait voir construire jusqu'à quatorze nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR et les mettre en service d'ici vingt ans. Le premier président du conseil de surveillance de RTE, l'entreprise qu'il a fondée et qui a été séparée de l'entreprise historique EDF (Electricité de France), autrefois publique, dans le cadre de la préparation de son ouverture au capital privé il y a une vingtaine d'années, André Merlin, n'en a pas assez. Dans une interview au quotidien économique *La Tribune* du 16 février, il a carrément réclamé: «*Il faudrait cinquante nouveaux EPR d'ici à 2060*».

Il a également critiqué le scénario *Futurs énergétiques 2050*, élaboré par ses succes-

seurs chez RTE et présenté en octobre, sur lequel Emmanuel Macron et plusieurs autres candidat·es à l'élection présidentielle française ont basé leurs propositions en matière de politique énergétique, le qualifiant d'«*idéologique*». Celui-ci prévoit que la capacité actuelle d'approvisionnement en électricité pourra être couverte par les énergies renouvelables d'ici 2050; l'énergie nucléaire sera toutefois nécessaire, car les besoins augmenteront, notamment en raison du passage aux véhicules électriques. La part de l'électricité nucléaire devrait toutefois diminuer de 65 à 70 %, selon les années, à 50 % au maximum. Merlin, quant à lui, considère que seul un recours encore plus important à l'énergie nucléaire constitue un scénario valable.

Mais voilà: l'achèvement du seul EPR en construction à ce jour en France, à Flamanville en Normandie, va encore être retardé, comme on l'a appris la deuxième semaine de janvier. Deux réacteurs de ce type, construits avec la participation d'EDF, fonctionnaient déjà à Taishan, en Chine, mais des incidents y ont entraîné leur arrêt en juin 2021. Des «*vibrations anormales*» ont été détectées lors de tests en novembre et un défaut de conception a été suspecté. À Flamanville, des problèmes ont été constatés au niveau des sou-

dures de la cuve de pression interne, qui a dû être entièrement révisée. Initialement, l'installation devait être terminée en 2012, puis cette année après plusieurs reports. Mais cela ne suffit pas. Il est désormais question d'une mise en service au second semestre 2023 seulement. La durée de construction à elle seule dépasserait donc les seize ans. L'une des causes de cette situation est que la France, en raison des économies et de l'externalisation, ne dispose plus des capacités générales d'ingénierie qui avaient été utilisées lors de la mise en place du gigantesque programme nucléaire des années 1970.

Le coût de l'EPR français, initialement estimé à trois milliards d'euros, est désormais officiellement évalué à 12,7 milliards. Les critiques, comme le candidat des Verts à la présidentielle Yannick Jadot, le voient depuis longtemps atteindre les vingt milliards d'euros.

Jadot affirme que même si un futur gouvernement – par exemple dans le cas d'une réélection de Macron en avril – le souhaitait, les constructions de réacteurs qu'il a prévues ne pourraient de toute façon jamais voir le jour avant 2045. C'est pourquoi, poursuit-il, contrairement à la propagande du gouvernement, les projets nucléaires sont d'emblée inaptes à respecter les objectifs climatiques de la France pour les prochaines décennies. Jadot lui-même est toutefois prudent lorsqu'il s'agit de contrer le puissant lobby nucléaire français et la partie de l'opinion publique qui l'écoute. Il a d'abord déclaré en janvier, lors d'un débat télévisé, qu'il ne fermerait aucun réacteur d'ici 2027 s'il était élu et qu'il n'était pas prévu de le faire à si court terme. Ce n'est qu'à la suite de demandes insistantes des journalistes concernés qu'il a cédé et déclaré que les réacteurs qui atteindraient la limite d'âge – relevée de quarante à cinquante ans par le gouvernement actuel – seraient déjà concernés par une fermeture.

Ce désagrément pour l'industrie nucléaire n'est cependant pas encore suffisant. En janvier, 17 des 58 réacteurs français ont été arrêtés pour des travaux de maintenance urgents, et onze le seront dans les mois à venir, jusqu'à l'automne. Sur quatre réacteurs, dont les deux plus puissants du pays avec plus de 14400 mégawatts – Chooze dans les Ardennes et Civaux dans l'ouest de la France –, puis le 13 janvier également à Penly en Normandie, des dommages de corrosion inattendus ont été détectés sur les tuyauteries. Dix pour cent de la capacité de production d'électricité nucléaire en France ont ainsi été coupés du réseau, en plus des délais de réparation attendus. Le cours de l'action d'EDF a brusquement chuté.

L'industrie s'est déjà préparée à devoir fermer des capacités ou à passer à la production de nuit. Mais lors de la prochaine campagne électorale, cela sera masqué par l'optimisme artificiel des principaux candidats en matière de nucléaire.

Bernard Schmid
Juriste et journaliste



Rope Store (magasin de cordes), New York, Berenice Abbott, 1936